

## **GE\_GERICHTE DCSO/66/2022 vom 18. Januar 2022**

GE Cour de justice, 2022-01-18, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_DCSO\\_66\\_2022](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DCSO_66_2022)

FR: GE\_GERICHTE DCSO/66/2022 du 18 janvier 2022

IT: GE\_GERICHTE DCSO/66/2022 del 18 gennaio 2022

### **Volltext**

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE A/3968/2021-CS DCSO/66/22  
DECISION DE LA COUR DE JUSTICE Chambre de surveillance des Offices des  
poursuites et faillites DU LUNDI 21 FÉVRIER 2022 Demande de nouvelle expertise  
(A/3968/2021-CS) formée en date du 18 novembre 2021 par A\_\_\_\_\_.

\* \* \* \* \*

Décision communiquée par courrier A à l'Office concerné et par plis recommandés du  
greffier du 22 février 2022 à : - A\_\_\_\_\_ Chemin \_\_\_\_\_ [VD]. - ETAT DE  
GENEVE, ADMINISTRATION FISCALE CANTONALE Service du contentieux Rue du  
Stand 26 Case postale 3937 1211 Genève 3. - BANQUE B\_\_\_\_\_ SA Rue \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ [VD].

A/3968/2021-CS - 2 - - OFFICE DES POURSUITES ET FAILLITES DU DISTRICT DE  
C\_\_\_\_\_ [VS] Monsieur D\_\_\_\_\_ Préposé Avenue \_\_\_\_\_ . - Office cantonal des  
poursuites.

- 3/4 -

A/3968/2021-CS Vu la demande de nouvelle expertise formée en date du 18 novembre  
2021 par A\_\_\_\_\_ ; Vu l'ordonnance du 18 janvier 2022, reçue le 20 janvier 2022 par  
A\_\_\_\_\_ (cf. informations sur le suivi des envois de La Poste), lui impartissant, sous peine  
d'irrecevabilité, un délai de 10 jours suivant la notification de l'ordonnance pour procéder à  
l'avance de frais de 1'200 fr. (cf. art. 9 al. 2 ORFI); Vu l'attestation des Services financiers  
du Pouvoir judiciaire du 7 février 2022, selon laquelle aucun versement n'est intervenu dans  
la procédure de nouvelle expertise A/3968/21; Considérant qu'aux termes de l'art. 9 al. 2  
ORFI, chaque intéressé a le droit d'exiger, en s'adressant à l'autorité de surveillance dans le  
délai de dix jours de l'art. 17 al. 2 LP et moyennant avance des frais, qu'une nouvelle  
estimation soit faite par des experts; Que l'autorité de surveillance doit impartir un délai  
bref, mais convenable, avec fixation du montant de l'avance, sous peine de péremption du  
droit (ATF 60 III 190 : "Verwirkungsfolge"; ATF 61 III 63; ATF 84 III 9); Qu'en l'espèce,  
le délai de de paiement fixé par l'autorité de surveillance est arrivé à échéance le lundi 31  
janvier 2022 (le 30 janvier étant un dimanche); Qu'à l'expiration du délai précité, l'avance  
de frais n'a pas été versée; Que, par conséquent, la requête de nouvelle expertise sera  
déclarée irrecevable; Qu'il est statué sans frais ni dépens. \* \* \* \* \*

- 4/4 -

A/3968/2021-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : Déclare irrecevable la  
demande de nouvelle expertise formée le 18 novembre 2021 par A\_\_\_\_\_. Siégeant :  
Madame Verena PEDRAZZINI RIZZI, présidente; Messieurs Patrick CHENAUX et Jean

REYMOND, juges; Madame Véronique AMAUDRY-PISCETTA, greffière.

La présidente :

La greffière :

Verena PEDRAZZINI RIZZI Véronique AMAUDRY-PISCETTA

Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.